

Lettre Ouverte

Réunion des Ministres des Transports de l'UE à Saragosse, le 8-9 juin 2010

<https://www.ten-t-days-2010-zaragoza.eu/>

Lettre ouverte à:

- Monsieur Siim Kallas, Vice Président de l'UE et Commissaire aux Transports
- Ministres des Transports des 27 États Membres de l'Union Européenne
- Coordinateurs des Projets Prioritaires TEN-T

et, pour information:

- Membres de la Commission des Transports du Parlement Européen
- Membres de la Commission Environnement du Parlement Européen
- Médias de l'Union Européenne

des Vallées No TAV, le 7 juin 2010

objet: **TEN-T Days 2010 - Réseaux transeuropéens de Transport - Elaboration du réseau de base - Saragosse (Espagne) 8-9 Juin 2010**

Vous vous réunirez demain à Saragosse, Espagne, afin d'identifier les éléments clés de la méthodologie pour la préparation de la planification future du RTE-T et de son cadre de mise en œuvre.

La méthodologie que vous avez adoptée à cette fin est la collaboration avec les intervenants dans les domaines économique et industriel.

Nous, les [signataires](#) de la [Charte des Hendaye](#), nous représentons des centaines d'associations en France, l'Italie et Espagne qui se battent depuis des décennies contre le LGV et les lignes dédiées fret grande capacité, nous pensons que pour affronter le futur soit nécessaire ouvrir un véritable débat démocratique au sein des 27 États membres de l'UE.

Vous êtes également conscients du fait que les véritables parties prenantes sont les citoyens et non les entreprises qui construiront des voies ferrées et du matériel roulant.

C'est précisément pour cette raison que nous voulons attirer votre attention sur la Charte d'Hendaye que nous avons [remis](#) au Parlement Européen le 18 mai dernier, nous vous invitons à la lire.

A cette occasion, nous avons demandé et ici nous réitérons notre demande:

- un moratoire sur la conception et la construction de LGV dans l'Union Européenne,
- la décroissance des transports, liée à une transformation profonde du modèle économique et social, en faisant notamment de la proximité et relocalisation de l'économie une priorité,
- un véritable débat public uniforme à niveau européen sur le modèle de transport, d'aménagement du territoire et de société sous-jacent à ce développement effréné des LGV,
- la restitution en dernier recours de la capacité de décision aux populations directement concernées, fondement d'une authentique démocratie et autonomie locale face à un modèle de développement imposé.

Nous tenons à rappeler que notre opposition aux LGV est basée sur des arguments conformes à un avenir viable des citoyens de l'UE.

La réalisation de lignes ferroviaires à grande vitesse est économiquement et environnementalement insoutenable pour l'Union Européenne et les États membres car, prévue par ses promoteurs pour produire de la compétitivité, des économies d'énergie et pour réduire les émissions de CO2, elle accroît en fait la dette publique, les émissions de CO2 et transfère des coûts économiques et environnementaux inappropriés aux utilisateurs et aux citoyens contribuables.

Les associations et les mouvements qui ont signé la Charte d'Hendaye poursuivront leurs actions pour sensibiliser le public et les institutions sur la nécessité d'orienter la politique commune des transports vers une répartition prudente des ressources économiques en mettant l'accent sur l'amélioration des lignes ferroviaires existantes.

Une crise financière et économique bouleverse l'Europe, nous croyons donc que la nouvelle politique commune des transports doit décider des investissements sur la base d'évaluations minutieuses des coûts-avantages afin de ne pas aggraver les déficits des budgets des États membres et la désertification sociale et économique que les lignes à grande vitesse induisent dans de nombreuses régions des États membres.

1989 - 2010 - 21 ans d'opposition populaire à la nouvelle ligne ferroviaire Lyon - Turin